

JACQUES LE GOFF

LA CIVILISATION  
DE L'OCCIDENT  
MÉDIÉVAL

FLAMMARION

## LA FORMATION DE LA CHRÉTIENTÉ (XI<sup>e</sup>-XIII<sup>e</sup> SIÈCLE)

**L**E PASSAGE du chroniqueur bourguignon Raoul Glaber est célèbre : « Comme approchait la troisième année qui suivit l'an mille, on vit dans presque toute la terre, mais surtout en Italie et en Gaule, réédifier les bâtiments des églises ; bien que la plupart, fort bien construites, n'en eussent nul besoin, une véritable émulation poussait chaque communauté chrétienne à en avoir une plus somptueuse que celle des voisins. On eût dit que le monde lui-même se secouait pour dépouiller sa vétusté et revêtait de toutes parts un *blanc manteau d'églises*. Alors, presque toutes les églises des sièges épiscopaux, celles des monastères consacrées à toutes sortes de saints, et même les petites chapelles des villages, furent reconstruites plus belles par les fidèles. »

Voici le signe extérieur le plus éclatant de l'essor de la Chrétienté qui s'affirme autour de l'an mille. Ce grand mouvement de construction a certainement joué dans les progrès de l'Occident médiéval entre le x<sup>e</sup> et le xiv<sup>e</sup> siècle un rôle capital. D'abord par sa fonction de stimulant économique. La production en grand de matières premières (pierre, bois, fer), la mise au point de techniques et la fabrication d'un outillage pour l'extraction, le transport, l'érection de matériaux de taille et de poids considérables, le recrutement de la main-d'œuvre, le financement des travaux, tout cela a fait des chantiers de construction (et pas seulement des cathédrales mais aussi des innombrables églises de toutes dimensions, des bâtiments à usage économique : ponts, granges, halles, et des maisons de riches de

plus en plus souvent construites en pierre) le centre de la première, et presque de la seule, industrie médiévale.

Mais cet élan de la construction n'est pas un phénomène premier. Il répond à des besoins dont le principal a été la nécessité de loger une population plus nombreuse. Sans doute il n'y a pas toujours une relation directe entre les proportions des églises et le chiffre des fidèles. Des motifs de prestige et de dévotion ont également joué en faveur d'une recherche du grand.

Il est malaisé de discerner dans ce développement de la Chrétienté ce qui a été cause de ce qui a été conséquence, la plupart des aspects de ce processus ayant été l'un et l'autre à la fois. Il est encore plus difficile de désigner la cause première et décisive de ce progrès. On peut toutefois dénier ce rôle à des facteurs que l'on a souvent invoqués pour expliquer le démarrage de l'Occident. Ainsi l'accroissement démographique, qui n'a été que le premier et le plus spectaculaire résultat de ce progrès. De même la pacification relative qui s'instaure au x<sup>e</sup> siècle : fin des invasions, progrès des institutions de « paix » qui réglementent la guerre en limitant les périodes d'activité militaire et en plaçant certaines catégories de la population non combattante (clercs, femmes, enfants, paysans, marchands et parfois animaux de travail) sous la protection de garanties jurées par les guerriers (c'est le synode de Charroux en 989 qui instaure la première organisation destinée à faire respecter la paix de Dieu). Cette diminution de l'insécurité n'est elle aussi qu'une conséquence du désir de larges couches de la société chrétienne de protéger le progrès naissant. « Tous étaient sous l'effet de la terreur des calamités de l'époque précédente, et tenaillés par la crainte de se voir arracher dans l'avenir les douceurs de l'abondance », dit bien Raoul Glaber pour expliquer le mouvement de paix auquel il assiste dans la France du début du xi<sup>e</sup> siècle.

Mais l'origine de cet essor doit être cherchée du côté de la terre qui au Moyen Age est la base de tout. Il ne semble pas que la classe dominante — à l'exception de quelques seigneurs ecclésiastiques et de hauts fonctionnaires carolingiens, se soit intéressée directement à l'exploitation de ses domaines. Mais les redevances et les services qu'elle exigeait de la masse paysanne ont dû inciter celle-ci, pour les satisfaire, à une certaine amélioration de leurs méthodes de culture. J'imagine que les progrès décisifs qui allaient constituer ce que l'on a appelé une « révolution agricole »

entre le  $x^e$  et le  $xiii^e$  siècle ont humblement commencé dès les  $vii^e$ - $viii^e$  siècles et se sont lentement développés jusque vers l'an mille où ils ont connu une considérable accélération.

Il ne faut pas exclure d'ailleurs que la sédentarisation des Barbares ait entraîné de la part des nouveaux maîtres une véritable politique de mise en valeur. L'histoire des premiers ducs de Normandie, du chanoine Dudon de Saint-Quentin, au  $xi^e$  siècle, nous montre comment les Normands, durant le premier siècle de leur installation en Normandie, se transformèrent en exploitants agricoles sous la conduite de leurs ducs qui mettent l'outillage rural en fer, et notamment les charrues, sous la protection ducale.

La lente diffusion de l'assolement triennal permit d'augmenter la surface cultivée (un tiers au lieu de la moitié du sol se repose), de varier les types de culture, de lutter contre les intempéries par le recours aux céréales de printemps quand celles d'automne ont été déficitaires (ou l'inverse). L'adoption de la charrue dissymétrique à roues et à versoir, l'emploi croissant du fer dans l'outillage agricole permirent des labours plus profonds que l'on répéta plus fréquemment. Les surfaces cultivées, les rendements, la variété de la production et, par suite, de l'alimentation furent améliorés.

Une des premières conséquences en fut une augmentation de la population qui doubla probablement entre le  $x^e$  et le  $xiv^e$  siècle. Selon J. C. Russell, la population de l'Europe occidentale passa de 14,7 millions vers 600 à 22,6 en 950 et 54,4 avant la Grande Peste de 1348. Selon M. K. Bennett, pour l'ensemble de l'Europe l'accroissement irait de 27 millions vers 700 à 42 en l'an mille et 73 en 1300.

Cet essor démographique fut décisif, à son tour, pour l'expansion de la Chrétienté. Les conditions du mode de production féodal, qui pouvaient susciter un certain progrès technique mais l'empêchaient plus sûrement de dépasser un niveau médiocre, ne permettaient pas des progrès qualitatifs de la production agricole suffisants pour répondre aux besoins nés de la croissance démographique. L'augmentation des rendements et du pouvoir nutritif des récoltes restait faible. La culture féodale excluait une culture vraiment intensive. Restait à augmenter l'espace cultivé. Le premier aspect de l'expansion de la Chrétienté entre le  $x^e$  et le  $xiv^e$  siècle, ce fut un intense mouvement de défrichement. Sa chronologie est difficile à établir car les textes ne sont pas nombreux avant le  $xii^e$  siècle et l'archéologie rurale est peu avancée, sa pratique malaisée, le paysage

médiéval ayant été souvent modifié ou détruit par les époques postérieures, et l'interprétation de ses résultats délicate. Selon Georges Duby, « l'activité des pionniers, restée pendant deux siècles timide, discontinuée et très dispersée ici et là, devint à la fois plus intense et plus coordonnée aux approches de 1150 ». Dans un secteur capital, celui des céréales, la période décisive de la conquête agraire se place entre 1100 et 1150 comme l'a montré la palynologie : la part du pollen des blés dans les résidus floraux s'accroît surtout pendant cette première moitié du  $xiii^e$  siècle.

Le plus souvent les champs nouveaux ne furent qu'une extension des terroirs anciens, « un progressif élargissement de la clairière » gagné sur la ceinture des friches et des pâtures. Les essarts conquis par brûlis faisaient reculer les zones de broussailles mais s'attaquaient rarement aux futaies, aussi bien à cause de la faiblesse de l'outillage (c'est l'erminette plus que la hache qui fut le principal instrument des défrichements médiévaux), que du désir des seigneurs de conserver leurs terrains de chasse, et des communautés villageoises de ne pas trop entamer les ressources forestières qui étaient essentielles à l'économie médiévale. La conquête du sol se fit aussi par assèchement des marais et constitution de polders. En Flandre, tôt et fortement touchée par le progrès démographique, on voit ce mouvement commencer vers 1100 par la construction de petites digues en de nombreux endroits.

Parfois pourtant les défrichements entraînaient la conquête de terroirs nouveaux, qu'accompagnèrent la fondation de villages neufs.

Parallèlement à cette expansion intérieure, la Chrétienté eut recours à une expansion extérieure. Il semble même qu'elle ait d'abord accordé sa préférence à celle-ci, les solutions militaires paraissant plus faciles que les solutions pacifiques de mise en valeur.

Ainsi naquit un double mouvement de conquête qui eut pour résultat le recul des frontières de la Chrétienté en Europe et des expéditions lointaines en pays musulman : les croisades. L'extension de la Chrétienté en Europe, qui avait connu une vive reprise au  $viii^e$  siècle et s'était continuée aux  $ix^e$  et  $x^e$  siècles, était devenue presque entièrement

l'apanage des Allemands qui occupaient les marches chrétiennes au contact des païens au nord et à l'est. Il en résulta un mélange de motifs religieux, démographiques, économiques et nationaux qui conféra à ce mouvement à partir du ix<sup>e</sup> siècle des caractères très particuliers. L'aspect dominant en fut finalement un affrontement entre Germains et Slaves dans lequel les motifs religieux passèrent au second plan puisque les Allemands n'hésitèrent pas à s'attaquer à leurs voisins même quand ceux-ci étaient convertis au christianisme. Déjà au ix<sup>e</sup> siècle le prince morave Rostislav appelle Cyrille et Méthode dans son État pour contrebalancer l'influence des missionnaires allemands.

Christianisation qui s'opère lentement, non sans à-coups. Saint Adalbert, archevêque de Prague à la fin du x<sup>e</sup> siècle, estime les Tchèques redevenus païens et notamment polygames. Et après la mort de Mescio II (1034) une violente insurrection des classes populaires polonaises s'accompagne d'un retour au paganisme. En 1060, le roi de Suède Steinkel, quoique chrétien, refuse de détruire le vieux sanctuaire païen d'Upsal et, à la fin du xi<sup>e</sup> siècle, le roi Sweyn favorise un bref retour aux sacrifices sanglants qui lui vaut le surnom de Blotsweyn. La Lituanie, après la mort de Mindaugas (1263), baptisé en 1251, retourna au culte des idoles.

Mais vers l'an mille une nouvelle série d'États chrétiens élargit la Chrétienté au nord et à l'est : la Pologne de Mescio en 966, en 985 la Hongrie de Vâik qui devient Étienne (saint Étienne) et roi en 1001, le Danemark de Harald à la Dent bleue (950-986), la Norvège d'Olaf Tryggveson (969-1000) et la Suède d'Olaf Skortkonung.

Il est vrai que, dans le même temps, c'est de Byzance que Vladimir, prince de Kiev, reçoit le baptême (988), tout comme l'avaient reçu un siècle auparavant le Bulgare Boris et les Serbes. Le schisme de 1054 allait séparer de la Chrétienté romaine toute l'Europe balkanique et orientale.

Les Prussiens ne seront convertis qu'au xiii<sup>e</sup> siècle et leur conversion sera à la base de la formation de l'État allemand des Chevaliers teutoniques imprudemment appelés en 1226 par le duc polonais Conrad de Mazovie et Cujavie. Les Lituanais ne le seront qu'après l'union de la Pologne avec la Lituanie en 1385 et le mariage de Jagellon, devenu, en épousant la Polonaise Hedwige, le roi chrétien Wladislas de Pologne et Lituanie, baptisé le 15 février 1386 à Cracovie.

A côté de ces annexions à la *Respublica Christiana* dues à l'évangélisation de peuples païens, d'importantes migrations à l'intérieur de la Chrétienté ont profondément modifié la carte de l'Occident. De ces migrations, la plus importante est sans doute la colonisation allemande à l'est. Elle a contribué à mettre en culture de nouvelles régions, elle a étoffé et transformé le réseau urbain. L'expansion germanique est aussi politique. Les réussites les plus spectaculaires en ce domaine sont celles d'Albert l'Ours, qui devient en 1150 margrave de la nouvelle marche de Brandebourg, et des Chevaliers teutoniques qui conquièrent la Prusse entre 1226 et 1283.

L'expansion scandinave n'est pas moins impressionnante. Elle se poursuit au x<sup>e</sup> siècle vers l'Islande, le Groenland, et peut-être l'Amérique où des « Normands » auraient débarqué vers l'an mille au Vinland. Elle connaît de grands succès en Angleterre, une première fois à la fin du x<sup>e</sup> siècle avec le roi Svend. Après sa mort (1014) son fils Cnut le Grand règne sur l'Angleterre, le Danemark, la Norvège et la Suède. Mais, lui disparu (1035), l'Anglo-Saxon Édouard le Confesseur soustrait l'Angleterre aux Danois. Elle est à nouveau conquise à partir d'une autre base scandinave, la Normandie. En 1066, Guillaume le Bâtard, duc de Normandie, conquiert l'Angleterre en une seule bataille, à Hastings.

Mais d'autres Normands sont allés plus loin hors de la zone septentrionale et s'installent en Méditerranée. Dès le début du xi<sup>e</sup> siècle, des principautés normandes naissent en Italie du Sud. Robert Guiscard s'empare de la Campanie, bat les troupes pontificales et se fait reconnaître en 1059 par le pape Nicolas II, prend la Sicile aux musulmans en 1060-1061, chasse les Byzantins d'Italie en leur enlevant leurs dernières places, Reggio, et enfin Bari (1071). Il envoie même en 1081-1083 son fils Bohémond ravager l'Épire et la Thessalie. Le royaume normand des Deux-Siciles est fondé, une des créations politiques les plus originales du Moyen Âge. Le voyageur musulman Ibn Jobaïr, dans la seconde moitié du xii<sup>e</sup> siècle, est émerveillé par la cour de Palerme où se côtoient Normands et Siciliens, Byzantins et musulmans. Le latin, le grec et l'arabe sont d'ailleurs les trois langues officielles de la chancellerie royale. Le royaume normand sera pour la Chrétienté un modèle politique — où se définit une monarchie féodale mais moderne — et culturel : centre de traduction du grec et de l'arabe, foyer de fusion artistique dont témoignent encore les magnifiques

églises de Cefalù, de Palerme, de Monreale qui combinent en des synthèses originales les solutions romano-gothiques chrétiennes avec les traditions byzantines et musulmanes. C'est dans ce milieu que se forme la plus curieuse et la plus séduisante personnalité de la Chrétienté médiévale, l'empereur Frédéric II.

L'expansion française n'est pas moins vigoureuse. Son berceau c'est la France du Nord où la poussée démographique est à son comble dans les plaines où la révolution agricole donne ses résultats les plus efficaces. Cette France du Nord colonise la France du Midi à la faveur de la Croisade des Albigeois terminée par le traité de Paris (1229) qui prépare la réunion du Languedoc à la France capétienne réalisée à la mort d'Alphonse de Poitiers, frère de Saint Louis (1271). Les Français se lancent derrière un autre frère de Saint Louis, Charles d'Anjou, à la conquête du royaume des Deux-Siciles arraché aux descendants de Frédéric II, à son bâtard Manfred à Benevent en 1266, à son petit-fils Conradin à Tagliacozzo en 1268. Mais la Sicile échappe à Charles d'Anjou après les Vêpres siciliennes de 1282 et passe à l'Aragon.

Émigration française en Espagne surtout. Une des grandes réussites de l'expansion chrétienne entre le x<sup>e</sup> et le xiv<sup>e</sup> siècle c'est en effet la reconquête de presque toute l'Espagne sur les musulmans réalisée par les rois chrétiens aidés par les mercenaires et les chevaliers, en majorité français, venus d'au-delà des Pyrénées. Parmi ces auxiliaires de la Reconquista, les moines clunisiens français, qui ont aussi soutenu l'essor du pèlerinage à Saint-Jacques-de-Compostelle, ont joué un rôle de premier plan.

La Reconquista n'a pas été une suite de succès ininterrompus. Elle a connu des revers — telle la destruction de la basilique de Saint-Jacques-de-Compostelle en 997 par le fameux Al-Mansour, l'Almanzor des chansons de geste —, des succès sans lendemain, comme l'éphémère prise de Valence par Ferdinand I<sup>er</sup> en 1065, renouvelée en 1094 par Rodrigue Diaz de Vivar, le Cid, et de longs temps d'arrêt. Mais les étapes décisives sont franchies en 1085 avec la prise de Tolède par Alphonse VI de Castille et la conquête de tout le pays entre Douro et Tage, en 1093, par la prise de Santarem, Cintra, Lisbonne, perdues puis reconquises en 1147. La grande date, c'est le 16 juillet 1212. Ce jour-là, les rois de Castille, d'Aragon et de Navarre remportent sur le calife de Cordoue une éclatante victoire à Las Navas de

Tolosa. Pourtant les fruits de Las Navas, qui a brisé la résistance musulmane, ne seront cueillis que plus tard. En 1229 Jacques I<sup>er</sup> d'Aragon conquiert Majorque, en 1238 Valence, en 1265 Murcie. Aragonais et Catalans ont désormais devant eux une vocation maritime. La prise de la Sicile en 1282 la confirme. En 1248 les Castillans s'emparent de Séville. A la fin du xiii<sup>e</sup> siècle, les musulmans sont confinés en Espagne dans le petit royaume de Grenade qui va d'ailleurs briller d'un éclat singulier au xiv<sup>e</sup> siècle avec les embellissements de l'Alhambra.

La Reconquista espagnole se double d'une entreprise systématique de repeuplement et de mise en valeur d'un pays dévasté. La *población* accompagne chaque étape de la conquête. Aux Espagnols du Nord, aux chrétiens étrangers, et d'abord aux Français, elle offre un terrain spécialement favorable d'installation.

Dès le milieu du xi<sup>e</sup> siècle, la Reconquista espagnole s'était chargée d'une ambiance de guerre religieuse (en fait inconnue jusqu'alors) qui préparait la voie aux réalités militaires et spirituelles de la croisade. Plus tard la colonisation française dans le midi de la France et dans le royaume des Deux-Siciles, la colonisation allemande en Prusse se couvrent officiellement du nom de croisade.

Mais ce phénomène d'élargissement — et de dégénérescence — de la croisade, qui permet de replacer dans le contexte de l'expansion globale de l'Occident du milieu du xi<sup>e</sup> siècle à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle des entreprises en apparence isolées et diverses, ne doit pas masquer que la croisade par excellence ce fut celle de Terre sainte. Si elle aboutit en définitive à des résultats médiocres et, pour l'Occident, plus néfastes qu'heureux, elle n'en fut pas moins par son retentissement psychologique la pointe du mouvement d'expansion de la Chrétienté médiévale.

Il faut donc, sans oublier le rôle essentiel joué dans le déclenchement des croisades par les causes matérielles et d'abord démographiques plus que directement économiques, accorder une attention spéciale au contexte mental et émotionnel de la croisade tel qu'il a été admirablement analysé par Paul Alphandéry et Alphonse Dupront.

Sans doute la croisade a paru — même si cette impulsion n'était clairement ni formulée ni ressentie par les croisés — aux chevaliers et aux paysans du xi<sup>e</sup> siècle un exutoire au trop-plein occidental, et le désir de terres, de richesses, de fiefs outre-mer a été un appât primordial. Mais les croisades,

avant même de se solder par un échec complet, n'ont pas résolu la soif de terre des Occidentaux, et ceux-ci ont dû rapidement chercher en Europe, et d'abord dans l'essor agricole, la solution que le mirage ultramarin ne leur avait pas apportée. Front de combats, la Terre sainte n'a pas été ce foyer d'emprunts — bons ou mauvais — que des historiens abusés et souvent abusifs ont complaisamment décrit. Les croisades n'ont apporté à la Chrétienté ni l'essor commercial né de rapports antérieurs avec le monde musulman et du développement interne de l'économie occidentale, ni les techniques et les produits venus par d'autres voies, ni l'outillage intellectuel fourni par les centres de traduction et les bibliothèques de Grèce, d'Italie (de Sicile avant tout) et d'Espagne où les contacts étaient autrement étroits et féconds qu'en Palestine, ni même ce goût du luxe et ces habitudes molles que des moralistes moroses d'Occident croient être l'apanage de l'Orient et le cadeau empoisonné des infidèles aux croisés naïfs et sans défense devant les charmes et les charmeuses de l'Orient. Sans doute les bénéfices tirés surtout, non du commerce, mais de la location des bateaux et des prêts consentis aux croisés ont-ils permis à certaines villes italiennes — Gênes et Venise surtout — de s'enrichir rapidement ; mais que les croisades aient suscité l'éveil et l'essor du commerce de la Chrétienté médiévale, aucun historien sérieux ne le croit plus. Qu'elles aient au contraire contribué à l'appauvrissement de l'Occident, en particulier de la classe chevaleresque, que loin de créer l'unité morale de la Chrétienté elles aient fortement poussé à envenimer des oppositions nationales naissantes (il suffit, entre maints témoignages, de lire le récit de la II<sup>e</sup> Croisade par Eudes de Deuil, moine de Saint-Denis et chapelain du Capétien Louis VII, où la haine entre Allemands et Français s'exaspère à chaque épisode), qu'elles aient creusé un fossé définitif entre Occidentaux et Byzantins (de croisade en croisade s'accroît l'hostilité entre Latins et Grecs qui aboutira à la IV<sup>e</sup> Croisade et à la prise de Constantinople par les croisés en 1204), que loin d'adoucir les mœurs, la rage de la guerre sainte ait conduit les croisés aux pires excès, depuis les pogroms perpétrés sur leur route jusqu'aux massacres et pillages (de Jérusalem par exemple en 1099, et de Constantinople en 1204 qu'on peut lire dans les récits des chroniqueurs chrétiens aussi bien que musulmans ou byzantins), que le financement de la croisade ait été le motif ou le prétexte à l'alourdissement de la

fiscalité pontificale, à la pratique inconsidérée des indulgences, et que finalement les ordres militaires impuissants à défendre et à conserver la Terre sainte se soient repliés sur l'Occident pour s'y livrer à toutes sortes d'exactions financières ou militaires, voilà en fait le lourd passif de ces expéditions. Je ne vois guère que l'abricot comme fruit possible ramené des croisades par les chrétiens.

Il reste que l'établissement éphémère des croisés en Palestine a été le premier exemple de colonialisme européen, et qu'à titre de précédent il est plein d'enseignement pour l'historien.

Quand Urbain II à Clermont, en 1095, alluma le feu de la croisade, quand saint Bernard le ranima en 1146 à Vézelay, ils pensaient transformer la guerre endémique en Occident en une juste cause, la lutte contre les infidèles. Ils voulaient purger la Chrétienté du scandale des combats entre coreligionnaires, donner à l'ardeur belliqueuse du monde féodal un exutoire louable, indiquer à la Chrétienté le grand but, le grand dessein nécessaire à forger l'unité de cœur et d'action qui lui manquait. Et, bien sûr, l'Église et la papauté estimaient, grâce à la croisade dont elles assumaient la direction spirituelle, se donner le moyen de dominer en Occident même cette *Respublica Christiana* conquérante mais turbulente, divisée contre elle-même et impuissante à absorber chez elle sa vitalité.

Ce grand dessein échoua. Mais l'Église avait su répondre à une attente et elle réussit à faire de l'esprit de croisade le cristallisateur des désirs vagues et des inquiétudes sourdes de l'Occident. Une longue préparation de la sensibilité et des mentalités avait formé les cœurs occidentaux à la quête de la Jérusalem céleste. L'Église montra aux chrétiens que cette image idéale était incarnée et qu'à travers la Jérusalem terrestre on pouvait l'étreindre. La soif de vagabondage qui tenaillait ces chrétiens que les réalités de la terre étaient impuissantes à attacher au sol était soudain étanchée par un pèlerinage dont on pouvait tout attendre : l'aventure, la richesse, le salut éternel. La Croix était encore en Occident, non un symbole de souffrance, mais de triomphe. En l'épinglant sur la poitrine des croisés, l'Église donnait enfin à cet étendard sa vraie signification et lui restituait la fonction qu'elle avait remplie auprès de Constantin et des premiers chrétiens.

Les clivages sociaux se retrouvaient dans la croisade, mais pour animer des ardeurs parallèles et convergentes. L'armée

des chevaliers était doublée par l'armée des pauvres. Lors de la I<sup>re</sup> Croisade, la croisade des pauvres, la plus inspirée, partit la première, massacra beaucoup de Juifs en chemin, se débâta peu à peu et finit sous les coups de la famine, des maladies et des Turcs avant d'avoir aperçu le but : la Ville sainte. Plus tard encore l'esprit de croisade se maintint longtemps dans les milieux les plus humbles qui éprouvaient le plus fortement sa spiritualité, sa mythologie. Au début du XIII<sup>e</sup> siècle, la croisade des enfants — de jeunes paysans — incarna la permanence émouvante de cet attrait.

Les échecs successifs, la dégénérescence rapide de la mystique de la croisade en politique et bientôt en scandale ne parvinrent pas pendant longtemps à étouffer cette grande inquiétude. L'appel de l'outre-mer, du « passage », remua tout au long du XII<sup>e</sup> siècle, et au-delà, les imaginations et les sensibilités d'Occidentaux qui ne parvenaient pas à trouver chez eux le sens de leur destinée collective et individuelle.

1099 : Jérusalem est prise, un empire latin se forme en Terre sainte, mais il est vite menacé. Louis VII et Conrad III en 1148 sont impuissants à le secourir, et désormais le monde chrétien de Palestine est une peau de chagrin qui se rétrécit sans cesse. Saladin reprend Jérusalem en 1187 ; Richard Cœur de Lion multiplie les prouesses lors de la III<sup>e</sup> Croisade (1189-1192) tandis que Philippe Auguste se hâte de regagner son royaume ; la IV<sup>e</sup> Croisade est détournée par les Vénitiens sur Constantinople, crée un autre empire latin éphémère (1204-1261) à Constantinople et en Grèce ; Frédéric II, excommunié par le pape, obtient par la négociation la restitution en 1229 de Jérusalem reprise par les musulmans en 1244. Seuls quelques idéalistes ont alors conservé l'esprit de croisade. Saint Louis est de ceux-là. Au milieu de la consternation de la plupart des membres de sa famille — à commencer par sa mère Blanche de Castille — et de ses conseillers, il réussit à entraîner une armée de croisés dont la plupart le suivent plus par amour de lui que du Christ, une première fois en 1248 (jusqu'en 1254), mais c'est pour tomber prisonnier des infidèles en Égypte, une seconde fois en 1270, mais c'est pour mourir devant Tunis.

Jusqu'à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, et par-delà, on reparlera souvent encore de partir pour la croisade. On ne partira plus.

Dans le même temps où Jérusalem accaparait les imagina-

tions occidentales, d'autres villes, plus réelles et de plus d'avenir terrestre, se développaient en Occident même.

La plupart de ces villes existaient avant l'an mille, remontaient à l'Antiquité ou plus loin. Même en pays barbare, tardivement christianisé, chez les Scandinaves, les Germains ou les Slaves, les villes médiévales prolongent des villes primitives : *grods* slaves, *wiks* nordiques. Rares sont les fondations urbaines *ex nihilo* au Moyen Age. Et pourtant, même dans ces cas, les plus fréquents, de continuité, peut-on dire que les villes médiévales sont les mêmes que leurs ancêtres ?

Dans le monde romain les villes étaient un centre politique et administratif, militaire, et secondairement économique. Pendant le Haut Moyen Age, recroquevillées dans un coin de leurs anciennes enceintes devenues trop larges, elles avaient été réduites à peu près exclusivement à la fonction politique et administrative, elle-même atrophiée. Les moins modestes d'entre elles devaient leur importance relative, moins en général à la présence d'un souverain (volontiers itinérant et « villageois ») ou d'un haut fonctionnaire (il y en avait peu et ils étaient dépourvus d'entourage nombreux en dehors des « palais » royaux) qu'à celle de l'évêque. Religion d'abord urbaine, le christianisme a entretenu, en Occident, la continuité urbaine. Et si la ville épiscopale conserve une certaine fonction économique, c'est celle, bien simplifiée, que jouent les greniers de l'évêque ou des monastères (établis dans la ville) qui emmagasinent les vivres venus de la campagne environnante et qui, contre services plus que contre argent, et en temps de disette gratuitement, sont distribués à la plus grande partie du petit groupe d'habitants. Ce qui, bien souvent, fait faussement croire à la continuité du fait urbain du premier millénaire au Moyen Age, c'est que la ville médiévale s'installe à côté du noyau ancien. Elle est une ville de faubourg, *podgrozie* slave, *portus* occidental. D'ailleurs, là même où il y eut continuité, les grandes villes médiévales ont été en général les successeurs de petites villes de l'Antiquité ou du Haut Moyen Age. Venise, Florence, Gênes, Pise, même Milan (médiocre jusqu'au IV<sup>e</sup> siècle, éclipsée par Pavie entre le VI<sup>e</sup> et le XI<sup>e</sup> siècle), Paris, Bruges, Gand, Londres, pour ne pas parler de Hambourg ou de Lübeck, sont bien des créations médiévales. A l'exception des villes rhénanes (Cologne, Mayence) et surtout de Rome (mais qui au Moyen Age n'est guère qu'un gros centre religieux, un Saint-Jacques-de-

Compostelle dont la population permanente est plus nombreuse), les cités romaines les plus importantes ont disparu ou sont passées au second plan au Moyen Age.

Henri Pirenne a magnifiquement montré que la ville médiévale naît et se développe à partir de sa fonction économique. Il a sans doute exagéré le rôle des marchands, minimisé celui des artisans, trop privilégié le réveil commercial par rapport à l'essor agricole qui le nourrit, alimentant en vivres et en hommes les centres urbains.

Il faut se résigner à attribuer la naissance et l'essor des villes médiévales à un ensemble complexe de stimulants et surtout à des groupes sociaux divers. « Nouveaux riches ou fils de riches ? » Telle fut la question posée, après Pirenne, dans un débat célèbre orchestré par Lucien Febvre. Certes, les villes ont attiré des *homines novi*, des parvenus échappés à la terre, aux *familiae* monastiques, dépourvus de préjugés, prompts à entreprendre et à gagner, mais avec eux, mêlés à eux ou les épaulant — en leur prêtant notamment l'argent qu'ils possédaient seuls au départ — des membres des classes dominantes : aristocratie foncière, clergé ont joué un rôle déterminant. Une catégorie comme celle des *ministeriales*, agents seigneuriaux issus le plus souvent de l'esclavage et du servage, mais s'élevant plus ou moins rapidement vers les couches supérieures de la hiérarchie féodale, a certainement pris une part importante à l'essor urbain. Les régions fortement urbanisées de l'Occident médiéval — si on laisse de côté celles où la tradition gréco-romaine, byzantine, musulmane avait laissé des bases plus solides (Italie, Provence, Languedoc, Espagne) — sont des régions où aboutissent sans doute de grandes routes commerciales (Italie du Nord au terminus des voies alpestres et des routes maritimes méditerranéennes, Allemagne du Nord et Flandre où arrive le commerce de l'Est, France du Nord-Est où se rencontrent, aux foires de Champagne, surtout aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, marchands et produits du Nord et du Midi). Mais ces régions sont aussi celles des plaines les plus riches, des progrès les plus sûrs de l'assolement triennal, de l'emploi le plus répandu de la charrue et du cheval de labour. Il est certes difficile ici encore de déterminer ce qui, dans l'étroit rapport ville-campagne au Moyen Age, est cause de ce qui est conséquence. Les villes, pour naître, ont eu besoin d'un milieu rural favorable mais, au fur et à mesure qu'elles se développaient, elles exerçaient sur un environnement terrien dilaté à la mesure de leurs exigences

une attraction toujours plus grande. Groupe de consommateurs, qui ne participe que marginalement à la production agricole (il n'y a pas vraiment de champs à l'intérieur de la ville médiévale, mais il y a des jardins, des clos de vigne qui ont joué un rôle non négligeable dans l'alimentation des citadins), la population urbaine a besoin d'être nourrie. Autour des villes, les défrichements s'étendent, les rendements s'élèvent, d'autant plus que, de sa banlieue rurale, la ville ne retire pas seulement des vivres, elle lui enlève aussi des hommes. L'émigration de la campagne à la ville entre le X<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle est un des phénomènes majeurs de la Chrétienté. Des divers éléments humains qu'elle reçoit, la ville fait une société nouvelle. Sans doute cette société appartient aussi à la société « féodale » que l'on s'imagine trop exclusivement rurale. La banlieue rurale qu'elle se donne en lui imposant son pouvoir — *ban* — de type féodal va de pair avec l'évolution de la seigneurie vers ce qu'on a appelé la *seigneurie banale*, elle aussi fondée sur l'exercice poussé du *ban*. Elle est pénétrée par l'influence des « féodaux » qui parfois y ont — comme en Italie — une résidence. Ses notables imitent le genre de vie noble, se font construire des maisons en pierre, élèvent ces tours qui, si elles servent à la défense et au stockage des vivres, sont aussi et avant tout signe de prestige. Sans doute la société urbaine est minoritaire dans un monde qui reste d'abord rural. Mais peu à peu cette société urbaine réussit à substituer ses propres impulsions aux mots d'ordre venus des campagnes. L'Église ne s'y trompe pas. Au XII<sup>e</sup> siècle encore c'est la voix des moines, d'un Pierre le Vénérable, de Cluny, d'un saint Bernard surtout, de Cîteaux, qui montre la voie à la Chrétienté. Encore saint Bernard doit-il venir prêcher la croisade à Vézelay, ville hybride et ville nouvelle autour de son monastère, et tenter en vain d'arracher à Paris, aux séductions urbaines, le peuple des écoliers qu'il veut ramener au désert, à l'école du cloître. Au XIII<sup>e</sup> siècle les leaders spirituels — les dominicains et les franciscains — s'installent dans les villes et, des chaires de leurs églises ou de celles des universités, gouvernent les âmes.

Ce rôle de guide, de ferment, de moteur désormais assumé par la ville, s'affirme d'abord dans l'ordre économique. Mais, même si, au début, la ville a été surtout un lieu d'échanges, un nœud commercial, un marché, sa fonction essentielle en ce domaine c'est son activité de production. Elle est un chantier. Et le plus important c'est que sur ce

chantier s'instaure la division du travail. A la campagne, dans le Haut Moyen Age, le domaine, même s'il abritait une certaine spécialisation technique artisanale, avait concentré toutes les fonctions de production. Une étape intermédiaire se rencontre peut-être dans les pays slaves — en Pologne et en Bohême notamment — où l'on voit, entre le x<sup>e</sup> et le xiii<sup>e</sup> siècle, les grands propriétaires répartir dans des villages particuliers [dont la toponymie conserve encore aujourd'hui le souvenir : par exemple en Pologne *Szewce* (*sutores*)] des spécialistes : palefreniers, forgerons, potiers, charrons. Comme les a définis Aleksander Gieysztor, « il s'agit de villages soumis à l'autorité du châtelain ducal, et habités par des artisans qui, tout en devant à la pratique de l'agriculture l'essentiel de leur subsistance, étaient astreints à des prestations artisanales spécialisées ». Mais avec les villes cette spécialisation est poussée jusqu'au bout. L'artisan a cessé d'être aussi et d'abord un paysan, le « bourgeois » d'être aussi et d'abord un propriétaire foncier.

Il ne faut cependant pas exagérer le dynamisme ni l'autonomie des métiers nouveaux. Par maintes entraves économiques (les matières premières viennent en grande partie des domaines) et institutionnelles (les seigneurs par les droits féodaux, les taxes, notamment, limitent, ponctionnent productions et échanges, malgré les franchises obtenues par les villes), les « féodaux » contrôlent l'activité économique. Les corporations qui encadrent les nouveaux métiers sont avant tout, comme les a bien définies Gunnar Mickwitz, des « cartels » qui éliminent la concurrence et freinent la production. La spécialisation outrancière (il n'y a qu'à ouvrir le *Livre des Métiers* d'Étienne Boileau réglementant, à la fin du règne de Saint Louis, entre 1260 et 1270, les corporations parisiennes, pour s'étonner par exemple du nombre de métiers qui travaillent le fer : vingt-deux sur un ensemble de cent trente) est sinon cause, du moins signe de la faiblesse de l'économie nouvelle. Cette économie se limite surtout à la satisfaction des besoins locaux. Rares sont les villes qui œuvrent pour l'exportation : seul le textile, dans l'Europe du Nord-Ouest, en Flandre surtout, et dans l'Italie du Nord, atteint, par la production d'étoffes de luxe et de demi-luxe : draps fins, soieries, des dimensions qui sont presque celles d'une industrie et stimulent des productions annexes, celle en particulier des plantes tinctoriales parmi lesquelles la guède ou pastel, à partir du xiii<sup>e</sup> siècle, prend une place de choix. Reste le bâtiment, dont le cas est spécial.

Mais les villes jouent aussi le rôle de nœuds d'échanges commerciaux. Seuls les produits de luxe (étoffes, pastel, épices) ou de première nécessité (sel) alimentent pendant longtemps le commerce. Les marchandises pondéreuses (grains, bois) n'y entrent que lentement. Quelques places suffisent à assurer la vente de ces produits et les pratiques rudimentaires — en particulier échange des monnaies — qui les accompagnent. Les foires de Champagne au xii<sup>e</sup> et au xiii<sup>e</sup> siècle en sont le foyer principal. Ports et villes d'Italie et d'Allemagne du Nord émergent. Les Italiens : Vénitiens, Génois, Pisans, Amalfitains, Astesans, Milanais, Siennois et bientôt Florentins agissent plus ou moins isolément, dans le cadre de leurs villes, tout comme Amiénois ou Arrageois, mais au nord une vaste confédération commerciale, qui acquiert rapidement une puissance politique aussi, domine les échanges à long rayon d'action : la Hanse. A la fin du xiii<sup>e</sup> siècle elle étend son emprise de la Flandre et de l'Angleterre à la Russie du Nord.

A la même époque, les relations entre les deux groupes qui dominaient le grand commerce, les Hanséates au nord, les Italiens au sud, connaissent un tournant. Au lieu de se rencontrer le long des voies terrestres, longues, coûteuses, sans cesse menacées, qui aboutissaient notamment aux foires de Champagne, ils établirent une liaison directe et régulière par mer. Des flottes marchandes relièrent Gênes et Venise à Londres et à Bruges et, par-delà, à l'espace baltique et à son arrière-pays. Le modeste commerce médiéval limité dans le Haut Moyen Age aux voies fluviales, se développant lentement le long des routes terrestres entre le x<sup>e</sup> et le xiv<sup>e</sup> siècle, en s'aventurant sur les mers, d'Alexandrie à Riga par les routes de la Méditerranée, de l'Atlantique, de la Manche, de la mer du Nord et de la Baltique, préparait l'expansion commerciale de l'Europe moderne.

Appuyé sur les villes, ce grand commerce naissant favorisait deux autres phénomènes de première importance.

Il complétait par l'établissement de comptoirs lointains l'expansion de la Chrétienté médiévale. Dans la Méditerranée, l'expansion génoise et vénitienne dépassait même le cadre d'une colonisation commerciale. Les Vénitiens, qui avaient obtenu une série de privilèges de plus en plus

exorbitants des empereurs de Constantinople (en 992, en 1082), fondent un véritable empire colonial sur les rives de l'Adriatique, en Crète, dans les îles ioniennes et égéennes (notamment à Négrepont, c'est-à-dire l'Eubée) après la IV<sup>e</sup> Croisade (1204). Il engloba encore aux XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles Corfou et Chypre. Les Génois font de leurs établissements sur la côte de l'Asie Mineure (Phocée, grande productrice d'alun, essentiel comme mordant pour l'industrie textile) et du nord de la mer Noire (Caffa) des points solides pour le drainage des denrées et des hommes (esclaves domestiques des deux sexes).

Au nord, la Hanse établit ses marchands en territoire chrétien, à Bruges, à Londres, à Bergen, à Stockholm (fondée en 1251) mais aussi plus à l'est en territoire païen (Riga, 1201) ou orthodoxe (Novgorod). La colonisation marchande double la colonisation urbaine et rurale allemande et, tantôt pacifique, tantôt belliqueuse, s'assure des privilèges qui, par-delà le profit économique, établissent une véritable supériorité ethnique. La forme commerciale de la colonisation a, elle aussi, habitué les Occidentaux à un colonialisme qui leur vaudra les succès puis les déboires que l'on connaît.

Le grand commerce a également joué un rôle capital dans l'expansion de l'économie monétaire. Centres de consommation et d'échanges, les villes ont dû avoir de plus en plus recours à la monnaie pour régler leurs transactions. Le XIII<sup>e</sup> siècle est celui du stade décisif. Florence, Gênes, Venise, les souverains espagnols, français, allemands, anglais doivent frapper, pour répondre à ces besoins, d'abord des pièces d'argent de valeur élevée : les *gros*, puis des pièces d'or (le florin florentin est de 1252, l'écu de Saint Louis de 1263-1265, le ducat vénitien de 1284).

En s'introduisant dans les campagnes, en modifiant la rente féodale, le progrès de l'économie monétaire sera un élément décisif de la transformation de l'Occident médiéval.

La marque urbaine n'est pas moins grande dans le domaine intellectuel et artistique. Sans doute le cadre monastique demeure au XI<sup>e</sup> siècle et, dans une moindre mesure, au XII<sup>e</sup>, le plus favorable au développement de la culture et de l'art. La spiritualité mystique, l'art roman s'épanouissent dans les couvents. Cluny et la grande église

de l'abbé Hugues (1049-1109) symbolisent cette prééminence monastique à l'aube des temps nouveaux. Cîteaux, ses filles et ses petites-filles, par d'autres moyens, la continuent.

Mais la *translatio* culturelle qui fait passer la primauté des monastères aux villes se saisit bien dans deux domaines : l'enseignement et l'architecture.

Au cours du XII<sup>e</sup> siècle les écoles urbaines prennent de façon décisive le pas sur les écoles monastiques. Issus des écoles épiscopales, les nouveaux centres scolaires s'en affranchissent par le recrutement de leurs maîtres et de leurs élèves, par leurs programmes et leurs méthodes. La scolastique est fille des villes. Elle règne dans des institutions nouvelles : les universités, *corporations* intellectuelles. L'étude et l'enseignement deviennent un métier, l'une des nombreuses activités qui se spécialisent sur le chantier urbain. Le nom d'ailleurs est significatif : *universitas*, c'est corporation. Les universités ne sont que les corporations des maîtres et des étudiants : *universitates magistrorum et scholarium*, avec leurs diversités et leurs nuances, de Bologne où règnent les étudiants, à Paris où dominent les maîtres. Le livre devient instrument et non plus idole. Comme tout outillage, il tend à être fabriqué en série, il fait l'objet d'une production, d'un commerce.

L'art roman, produit et expression de l'essor de la Chrétienté après l'an mille, se transforme au cours du XII<sup>e</sup> siècle. Son nouveau visage, le gothique, est un art urbain. Art de cathédrales jaillies du corps urbain, elles le subliment et le dominant. L'iconographie des cathédrales est l'expression de la culture urbaine : la vie active et la vie contemplative y cherchent un équilibre instable, les corporations ornent l'église de vitraux, le savoir scolastique s'y déploie. Autour de la ville, les églises des campagnes reproduisent avec moins de bonheur artistique et des ressources matérielles beaucoup plus limitées le plan de la cathédrale de la ville modèle, ou l'un de ses éléments les plus significatifs : clocher, tour, tympan. Faite pour abriter un peuple nouveau, plus nombreux, plus humain et plus réaliste, la cathédrale n'oublie pas de lui rappeler la vie rurale proche et bienfaisante. Le thème des mois, cadre des travaux rustiques, demeure un des ornements traditionnels de l'église urbaine.

A cet essor de la Chrétienté, l'Église participe au premier plan. Non qu'elle ait directement joué dans le développement économique le rôle essentiel qu'on lui a souvent prêté avec beaucoup d'exagération, à la suite notamment de Montalembert.

Georges Duby a souligné que les moines ont joué un rôle très effacé dans les défrichements parce que « les clunisiens, les bénédictins d'ancienne observance menaient une vie de type seigneurial, donc oisive » et que les ordres nouveaux, au XII<sup>e</sup> siècle, « s'établirent dans des clairières déjà, partiellement au moins, aménagées », s'intéressèrent surtout à l'élevage « et donc se préoccupèrent relativement peu d'étendre les champs », et enfin, « par le soin qu'elles mirent à protéger leur « désert », à tenir à distance les paysans, les abbayes de style nouveau contribuèrent plutôt à protéger certains îlots forestiers contre les entreprises de défrichement qui, sans elles, les auraient réduits ».

Pourtant, au niveau même de l'économie, l'Église a été efficace. Dans la phase de démarrage elle engage les ressources qu'elle est seule à posséder. Plus que quiconque, pendant la phase de thésaurisation de l'économie, elle avait amassé. A partir de l'an mille, alors que l'essor économique, en particulier le développement de la construction, exige un financement que le jeu normal de la production ne peut fournir, elle « déthésaurise », met en circulation les trésors accumulés. Bien sûr, cela se fait dans une atmosphère de miracles dont l'habillage thaumaturgique ne doit pas nous cacher les réalités économiques. Qu'un évêque, un abbé veuille agrandir, reconstruire sa cathédrale, son monastère, un miracle lui fait aussitôt découvrir le trésor enfoui qui lui permet, sinon de mener à bien, du moins d'engager son entreprise.

Pendant la période — XI<sup>e</sup>-XII<sup>e</sup> siècles — où les Juifs ne suffisent plus à jouer le rôle de créanciers qu'ils ont jusqu'alors assumé et où les marchands chrétiens n'ont pas encore pris leur relève, les monastères jouent le rôle « d'établissements de crédit ».

L'Église, tout au long de la période, protège le marchand et l'aide à vaincre le préjugé qui le fait mépriser de la classe seigneuriale oisive. L'Église entreprend de réhabiliter l'activité qui accomplit l'essor économique, et, du travail-châtiment défini par la Genèse — l'homme déchu doit, par pénitence, gagner son pain à la sueur de son front — fait une valeur de salut.

Surtout elle s'adapte à l'évolution de la société et lui fournit les mots d'ordre spirituels dont elle a besoin. On l'a vu avec la croisade. Elle offre les rêves qui sont le contrepoids nécessaire aux réalités difficiles. Tout au long de cette période où la prospérité se bâtit lentement, où l'argent se répand, où la richesse devient un appât de plus en plus séduisant, elle assure à ceux qui réussissent et s'inquiètent de leur réussite — l'Évangile exprime un doute sérieux sur la possibilité pour le riche d'entrer dans le royaume des cieux — comme à ceux qui demeurent écrasés, une soupape idéologique : l'apologie de la pauvreté.

Le mouvement s'esquisse au XI<sup>e</sup> siècle, ébauche des réformes, de multiples approches d'un retour à la simplicité évangélique (*vita vere apostolica*), inspire une réforme du clergé dans le sens communautaire — le mouvement canonial qui rénove l'institution des chanoines en leur imposant la règle dite de saint Augustin —, s'épanouit à la fin du XI<sup>e</sup> et au début du XII<sup>e</sup> siècle. Il donna naissance à des ordres nouveaux qui affirment la nécessité d'aller au « désert » retrouver dans la solitude les vraies valeurs dont le monde occidental semble sans cesse s'éloigner, mais qui, prônant le travail manuel, organisant de nouvelles formes d'activité économique où se combinent les nouvelles méthodes de culture (assolement triennal), le recours plus intense à l'élevage producteur de laine et pourvoyeur de l'industrie textile, et l'adoption des innovations techniques (moulins, forges), perpétuent en la transformant la tradition bénédictine et son exemple économique.

Le modèle vient d'Italie, et probablement, à travers les moines grecs basilien du Latium, de Calabre et de Sicile, s'abreuve à la grande source du monachisme byzantin et oriental. Saint Nil de Grottaferrata dès le X<sup>e</sup> siècle, puis saint Romuald, fondateur des Camaldules près de Ravenne (1012), saint Jean Gualbert, enfin, fondateur vers 1020 de Vallombreuse en Toscane, sont les inspirateurs des grands fondateurs d'ordres nouveaux autour de 1100, les créateurs des « moines blancs » qui se dressent en face des « moines noirs » traditionnels, les bénédictins. Étienne de Muret fonde l'ordre de Grandmont en 1074, saint Bruno la Grande-Chartreuse en 1084, Robert de Molesmes Cîteaux en 1098, Robert d'Arbrissel Fontevault en 1101, saint Norbert Prémontré en 1120. L'opposition entre l'ancien et le nouveau monachisme est symbolisée par la polémique entre le clunisien Pierre le Vénéral, abbé de Cluny (1122-1156), et

le cistercien saint Bernard, abbé de Clairvaux (1115-1154). Aux adeptes d'une spiritualité où l'essentiel est le service divin, l'*opus Dei*, auquel le troupeau des serfs permet aux moines de vaquer, s'opposent les fervents d'une mystique qui unit la prière et le travail manuel pratiqué par les moines aux côtés des convers ou frères lais ; aux religieux animés d'une sensibilité nourrie de la splendeur des églises, de l'éclat de la liturgie, de la pompe des offices, s'opposent des moines passionnés de simplicité, de lignes pures sans ornement. Face au baroque roman qui se complait dans les revêtements somptueux et les bizarreries d'une ornementation torturée — la simplicité romane est création ravissante mais anachronique du <sup>xx</sup>e siècle —, Cîteaux accueille le gothique naissant plus rigoureux, plus ordonné, négligeant le détail pour l'essentiel.

Surtout, des personnages en marge, anarchistes de la vie religieuse, nourrissent pendant toute la période les aspirations des masses vers la pureté. Ce sont les ermites, mal connus encore, foisonnant par toute la Chrétienté, défricheurs, tapis dans les forêts où ils sont assaillis de visiteurs, placés aux bons endroits pour aider les voyageurs à trouver leur chemin, à franchir un gué ou un pont, modèles non corrompus par la politique du clergé organisé, directeurs de conscience des riches et des pauvres, des âmes en peine et des amants. Avec leur bâton, symbole de force magique et d'errance, avec leurs pieds nus et leurs vêtements de peaux de bêtes, ils envahissent l'art et la littérature. Ils incarnent les inquiétudes d'une société qui, dans la croissance économique et ses contradictions, cherche le refuge d'une solitude pourtant présente au monde et à ses problèmes.

Mais le développement et la réussite des villes repoussent au second plan ancien et nouvel anachronisme, communautés monastiques et solitaires liés à une société rurale et féodale. S'adaptant encore, l'Église secrète des ordres nouveaux : les Mendians. Non sans difficulté, non sans crise. Vers 1170, Pierre Valdès, marchand de Lyon, et ses disciples, les Pauvres de Lyon, qu'on appellera Vaudois, poussent si loin leur critique de l'Église qu'ils finissent par en être expulsés. En 1206 le fils d'un riche marchand d'Assise, François, semble s'engager dans la même voie. Un groupe autour de lui, au début douze « petits frères », « frères mineurs », a pour seul souci, par la pratique de l'humilité et de la pauvreté absolue à laquelle pourvoit la mendicité, d'être un ferment de pureté dans un monde

corrompu. De tant d'intransigeance l'Église s'inquiète. Les papes et la curie romaine, les évêques, veulent imposer à François et ses compagnons une règle, en faire un ordre inséré dans le grand ordre de l'Église. Le déchirement de François d'Assise, pris entre son idéal dénaturé et son attachement passionné à l'Église et à l'orthodoxie, est dramatique. Il accepte, mais se retire. Dans la solitude de La Verna, les stigmates, peu avant sa mort (1226), sont l'aboutissement, la rançon et la récompense de son angoisse. Après lui, son ordre est longtemps tiraillé par la lutte entre les adeptes de la pauvreté absolue et les partisans d'un accommodement avec le monde. Dans le même temps où l'initiative de saint François donnait malgré lui naissance à l'ordre des Frères mineurs qu'on appellera franciscains, un chanoine noble espagnol, Dominique de Guzman, acceptait plus volontiers la règle de saint Augustin pour le petit groupe de prédicateurs qu'il avait réuni pour ramener dans les voies de l'orthodoxie, par la parole et la pratique aussi de la pauvreté, les hérétiques. Contemporains, Mineurs et Prêcheurs — qu'on nommera dominicains — sont la substance des ordres mendians qui forment, au <sup>xiii</sup>e siècle, la nouvelle milice de l'Église. Leur originalité, leur vertu, c'est de s'adresser délibérément au milieu urbain. A cette société nouvelle, par la prédication, par la confession, par l'exemple, ils cherchent à apporter les réponses à ses problèmes neufs. Ils ramènent les couvents des déserts dans la foule. La carte des maisons franciscaines et dominicaines à la fin du <sup>xiii</sup>e siècle, c'est la carte urbaine de la Chrétienté. Et, non sans mal, ils ont doublé leurs chaires conventuelles de chaires universitaires dans lesquelles ils s'installent et brillent d'un incomparable éclat. Thomas d'Aquin et Bonaventure, maîtres de l'université de Paris, sont le premier dominicain et le second franciscain.

Pourtant, malgré ces adaptations et ces succès, l'Église suit davantage l'évolution de la Chrétienté qu'elle ne la guide comme elle avait fait dans le Haut Moyen Age. Dès la fin du <sup>xiii</sup>e siècle les ordres « nouveaux » — Cîteaux et Prémontré — se sont reniés et sont dépassés. Les Mendians même ne rallient pas un assentiment unanime : en un temps où le travail est devenu la valeur de base de la nouvelle société, faire admettre que l'on vive de mendicité n'est pas facile. Dominicains et franciscains, aux yeux d'une partie du peuple, deviennent le symbole de l'hypocrisie, et les premiers excitent des haines supplémentaires par la façon dont

ils ont pris la tête de la répression de l'hérésie, par le rôle qu'ils jouent dans l'Inquisition. Une émeute populaire assassine à Vérone le premier « martyr » dominicain, saint Pierre Martyr, dont la propagande de l'ordre multiplie l'image surmontée du couteau planté dans son crâne (1252).

Les synodes du Haut Moyen Age donnaient le ton à la société chrétienne. Les conciles des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles suivent son évolution. Le plus célèbre et le plus important d'entre eux, le IV<sup>e</sup> Concile du Latran (1215), qui organise l'enseignement et institue la communion pascale obligatoire, est déjà un *aggiornamento*, le rattrapage d'un retard. Le XIII<sup>e</sup> siècle est le siècle de la « laïcisation » plus encore que des cathédrales et des sommes scolastiques. En 1277 l'évêque de Paris, Étienne Tempier, dans un syllabus où il condamne deux cent dix-sept propositions, l'archevêque de Cantorbéry, le dominicain Robert Kilwardby, dans un document similaire, essaient de mettre un frein à l'évolution intellectuelle. Pêle-mêle, ils condamnent l'amour courtois et le relâchement des mœurs, l'usage immodéré de la raison dans la théologie, l'amorce d'une science expérimentale et rationnelle. Ce coup d'arrêt sera efficace dans la mesure où il visait des tendances d'avant-garde qui ne s'appuyaient pas sur des infrastructures intellectuelles suffisamment assurées. Mais à coup sûr il manifeste que l'Église, même si tous les clercs n'approuvent pas ces condamnations, est devenue plus même qu'attardée, « réactionnaire ».

Il est vrai que son monopole idéologique avait été gravement menacé. Dès les premières manifestations, autour de l'an mille, de l'essor de l'Occident, des contestations du « leadership » ecclésiastique se font jour. Hérésies limitées. Le paysan champenois Leutard qui prêche un Évangile peu orthodoxe aux habitants de Vertus et des environs, les hérétiques italiens de Monforte, ceux même de Milan, étroitement liés au mouvement urbain, groupés dans la Pataria, beaucoup d'autres n'agissent que pour un temps une ville ou une région. De même les hérésies savantes d'un Roscelin, d'un Abélard (s'il fut hérétique), de son disciple Arnaud de Brescia qui fait sortir l'hérésie des écoles pour la jeter dans les rues de Rome où il ameut le peuple contre le pape, ne troublent que des cercles restreints. L'Église — souvent appuyée par les princes qui lui apportent volontiers le secours de leur « bras séculier » — avait d'ailleurs réagi vite et fort. En 1022 les premiers bûchers pour hérétiques s'allument à Orléans.

Mais bientôt un plus vaste et plus dangereux mouvement se forme et se répand. Inspiré par les hérésies orientales, en liaison avec les Bogomiles des Balkans, le long des routes il chemine d'Italie en France, en Europe centrale. Il groupe des coalitions hétérogènes de groupes sociaux où une partie de la noblesse, de nouveaux bourgeois, des artisans — surtout des classes urbaines — forment des mouvements plus ou moins liés les uns aux autres sous des noms divers. Celui qui a connu la plus grande fortune, c'est celui des Cathares. Les Cathares sont des manichéens. Pour eux, il y a deux principes également puissants : le Bien et le Mal. Et le Dieu bon est impuissant face au prince du mal, que celui-ci soit pour les uns un Dieu égal à lui, ou un Diable inférieur, mais révolté avec succès. Le monde terrestre et la matière qui le compose sont les créations du Dieu mauvais. L'Église catholique est une Église du mal. Face au monde, face à son organisation, la société féodale, face à son guide, l'Église de Rome, il ne peut y avoir qu'une attitude de refus total. Le catharisme se forme bientôt en Église, avec ses évêques, avec son clergé, les *parfaits*, et impose à ses adeptes des rites spéciaux. Il est une anti-Église, un anti catholicisme. Il n'est pas sans ressemblance, voire sans liens, avec les autres mouvements hérétiques du XIII<sup>e</sup> siècle — Vaudois, Spirituels — et surtout avec le mouvement plus diffus aux confins de l'orthodoxie et de l'hérésie qui, du nom de son inspirateur, le moine calabrais Joachim de Flore, a été nommé joachimisme. Les joachimites croient en trois époques : celle de la Loi ou de l'Ancien Testament, qui a été remplacée par celle de la Justice et du Nouveau Testament, encore corrompue et dirigée par l'Église actuelle, qui doit disparaître pour céder la place au règne de l'Amour et à l'Évangile éternel. Ce millénarisme s'exprime même en l'attente d'une date qui doit marquer la fin de la société et de l'Église corrompue et l'avènement de l'ordre nouveau : 1260. La date passée, beaucoup croiront l'ère joachimite arrivée avec l'élévation au pontificat d'un pape qui partage leurs idées : Pierre de Morone, Célestin V (1294). Pontificat éphémère. Célestin V doit abdiquer au bout de quelques mois, est enfermé dans un couvent où il meurt bientôt non sans que son successeur Boniface VIII ne soit soupçonné d'avoir trempé dans sa disparition. La fin de celui qui, selon le mot de Dante, fit « le grand refus », c'est, après 1277, le symbole d'un tournant dans l'histoire de la Chrétienté.

L'Église, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, l'avait emporté. Les moyens traditionnels et pacifiques ayant échoué contre le catharisme et les hérésies voisines, elle avait eu recours à la force. D'abord à la guerre. Ce fut la croisade des Albigeois, terminée par la victoire de l'Église aidée par la noblesse de la France du Nord et, finalement, après bien des réticences, par le roi de France au traité de Paris (1229). Puis la répression organisée par une nouvelle institution : l'Inquisition. Sur le plan institutionnel, à travers de grosses difficultés, l'Église avait pratiquement gagné la partie au début du XIV<sup>e</sup> siècle. Sur le plan moral, elle l'avait perdue devant le jugement de l'histoire.

Les grandes hérésies des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles ont été parfois définies comme des hérésies « antiféodales ». Si, à l'analyse du détail historique, le terme est contestable, il est valable dans le cadre d'une explication globale.

En contestant la structure même de la société, ces hérésies s'attaquaient à ce qui la constituait au fond : la féodalité.

Féodalisation et mouvement urbain sont deux aspects d'une même évolution qui organise en même temps l'espace et la société. Pour reprendre la terminologie de Daniel Thorner, la société de l'Occident médiéval est une société paysanne qui, comme toute société paysanne, comporte un certain pourcentage — minoritaire — de villes et qui, dans le cas particulier de la Chrétienté occidentale, a été dominée par un système défini par le terme de féodalité.

Dans cette esquisse qui ne veut que replacer la féodalité dans l'évolution de l'Occident entre le X<sup>e</sup> et le XIV<sup>e</sup> siècle, contentons-nous de résumer sa mise en place selon François Ganshof, son évolution dans une région : le Mâconnais, d'après Georges Duby, sa périodisation telle que l'a vue Marc Bloch.

La féodalité c'est d'abord l'ensemble des liens personnels qui unissent entre eux dans une hiérarchie les membres des couches dominantes de la société. Ces liens s'appuient sur une base « réelle » : le bénéfice que le seigneur octroie à son vassal en échange d'un certain nombre de services et d'un serment de fidélité. La féodalité, au sens strict, c'est l'hommage et le fief.

Le seigneur et son vassal s'unissent par le contrat vassalique. Le vassal prête l'hommage à son seigneur. Les

plus anciens textes où le mot apparaît concernent le comté de Barcelone (1020), le comté de Cerdagne (1035), le Languedoc oriental (1033), l'Anjou (1037). Il se répand en France dans la seconde moitié du XI<sup>e</sup> siècle, il apparaît pour la première fois en Allemagne en 1077. Le vassal place ses mains jointes dans celles du seigneur qui referme celles-ci sur elles et exprime sa volonté de se donner au seigneur suivant une formule du genre : « Sire, je deviens votre homme » (France, XIII<sup>e</sup> siècle). Il prononce ensuite un serment de fidélité, il lui donne sa foi, et il peut y ajouter, comme en France, le baiser qui fait de lui un « homme de bouche et de mains ». En suite du contrat vassalique, le vassal doit à son seigneur le *consilium*, le conseil, qui consiste en général en l'obligation de participer aux assemblées réunies par le seigneur, en particulier de rendre la justice en son nom — et l'*auxilium*, l'aide, essentiellement militaire et éventuellement financière. Le vassal doit donc contribuer à l'administration, à la justice et à l'armée seigneuriales. En contrepartie le seigneur doit à son vassal protection. Contre le vassal infidèle, « félon », le seigneur, en général avec l'avis de son conseil, peut prononcer des sanctions, dont la principale est la confiscation du fief. Inversement, le vassal peut « défier », c'est-à-dire retirer sa foi au seigneur qui manque à ses engagements. Théoriquement le « défi », qui s'instaure d'abord en Lotharingie à la fin du XI<sup>e</sup> siècle, doit s'accompagner d'une proclamation solennelle et du renoncement au fief.

On voit que l'essentiel tourne autour du « fief ». Le mot apparaît dans l'ouest de l'Allemagne au début du XI<sup>e</sup> siècle et se répand sous son acception technique à la fin du XI<sup>e</sup> siècle sans être employé partout ni toujours dans ce sens précis. Il est plus un terme des juristes et historiens modernes qu'un vocable de l'époque. Le plus important c'est que le fief est le plus souvent une terre. Ce fait assoit la féodalité sur sa base rurale et manifeste qu'elle est d'abord un système de possession et d'exploitation de la terre.

La concession du fief par le seigneur au vassal se fait au cours d'une cérémonie, l'investiture, qui consistait en un acte symbolique, en la remise d'un objet (étendard, sceptre, verge, anneau, couteau, gant, morceau de paille, etc.). Elle suivait en général la foi et l'hommage. Elle ne fut consignée en un acte écrit qu'exceptionnellement avant le XIII<sup>e</sup> siècle. Féodalité, monde du geste, non de l'écrit.

Ce qui assure l'emprise croissante du vassal sur son fief

c'est évidemment l'hérédité du fief, pièce essentielle du système féodal. Cette évolution se produit tôt en France, au x<sup>e</sup> et au début du xi<sup>e</sup> siècle. Plus tardive en Allemagne et en Italie du Nord, elle y est précipitée par Conrad II en 1037. Elle ne se généralise en Angleterre qu'au xii<sup>e</sup> siècle.

En dehors des cas de rupture du contrat vassalique, ce qui permet le jeu politique dans le système féodal, c'est la pluralité des engagements d'un même vassal. Presque chaque vassal étant l'homme de plusieurs seigneurs, cette situation qui le met parfois dans l'embarras lui permet aussi souvent d'accorder au plus offrant de ses seigneurs une fidélité préférentielle. Pour se prémunir contre l'anarchie qui en pouvait résulter, les seigneurs les plus puissants ont tenté, sans y bien réussir toujours, de se faire prêter par leurs vassaux un hommage prééminent, supérieur à celui prêté aux autres seigneurs, l'hommage « lige ». C'est ce que prétendront notamment obtenir de tous les vassaux de leur royaume les souverains. Mais ici nous rencontrons un autre système que le système féodal : le système monarchique, que nous retrouverons.

L'évolution d'une féodalité régionale, comme celle que Georges Duby a étudiée dans le Mâconnais aux xi<sup>e</sup> et xii<sup>e</sup> siècles, montre comment concrètement le système féodal tel que nous venons de le décrire abstraitement et schématiquement se fonde sur une exploitation de la terre par l'entremise de la domination de la hiérarchie féodale — seigneurs et vassaux — sur les paysans et déborde le cadre du contrat vassalique pour assurer à chaque seigneur, grand ou petit, sur sa seigneurie ou son fief, un ensemble de droits extrêmement larges. L'exploitation rurale, le domaine, est la base d'une organisation sociale et politique : la seigneurie.

Georges Duby insiste sur un fait capital et qui n'est pas particulier au Mâconnais. Le centre de l'organisation féodale, c'est le château. Un des grands phénomènes de l'histoire occidentale du x<sup>e</sup> au xiii<sup>e</sup> siècle c'est le surgissement des châteaux forts dont l'aspect militaire ne doit pas masquer la signification beaucoup plus large.

A la fin du x<sup>e</sup> siècle, la structure sociale du Mâconnais est encore, en surface, celle de l'époque carolingienne. La principale frontière est celle qui sépare les libres des serfs, et beaucoup de paysans sont encore libres. Le pouvoir comtal, expression de la puissance publique, semble encore respecté. Mais rapidement les choses changent et la féodalité s'installe. Non que le fief se répande beaucoup dans la

région. Mais le château devient le centre d'une seigneurie qui absorbe peu à peu tous les pouvoirs : économique, judiciaire, politique. En 971 apparaît le titre chevaleresque et en 986 le premier tribunal privé, celui de l'abbaye de Cluny ; en 988 pour la première fois un seigneur, le comte de Chalon, lève des exactions sur des paysans aussi bien libres que serfs. De 1004 date la dernière mention d'une cour vicariale indépendante d'un seigneur, et de 1019 la dernière sentence rendue par une cour comtale contre un châtelain. A partir de 1030 le contrat vassalique s'instaure et en 1032 *nobilis* disparaît pour céder la place à *miles*. Tandis que l'ensemble des paysans voit à quelques exceptions près — alleutiers, ministériaux — ses conditions s'uniformiser au sein d'une vaste classe de « manants », une hiérarchie s'instaure dans le groupe seigneurial. Vers 1075 la chevalerie, « d'abord classe de fortune et de genre de vie », est devenue « une caste héréditaire, une vraie noblesse ». Elle comporte cependant deux échelons selon « la répartition des pouvoirs sur les humbles » : le plus élevé est celui des sires du château (*domini, castellani*) qui exercent sur un territoire d'une certaine importance l'ensemble des pouvoirs publics (l'ancien ban royal), le plus bas celui des simples chevaliers « qui n'ont derrière eux qu'un petit nombre de dépendants personnels ». De son château le seigneur est le maître d'un territoire où il exerce son ban, ensemble de pouvoirs, privés et publics mêlés : c'est la seigneurie dite « banale » (bien que le terme *bannus* soit à l'époque assez rare).

Vers 1160 de nouveaux changements se dessinent et, entre 1230 et 1250, une autre société féodale s'est constituée. « La châtelainie cesse d'être la pièce maîtresse dans l'organisation des pouvoirs banaux. » Elle se dissout d'abord plus ou moins dans un nivellement de la noblesse qui permet aux « maisons fortes » des petits chevaliers de village de se dresser sur des mottes et, au début du xiii<sup>e</sup> siècle, de doubler la série des châteaux forts des xi<sup>e</sup> et xii<sup>e</sup> siècles. Elle est attaquée par le bas et par le haut. Par le bas à cause d'un desserrement progressif de l'emprise des seigneurs sur les manants, par le haut à cause du dessaisissement d'une partie des pouvoirs des châtelains au profit d'une petite minorité de nouveaux puissants : les grands seigneurs, les princes, et surtout le roi. En 1239 le Mâconnais est annexé au domaine royal. La féodalité classique se termine.

Marc Bloch a distingué deux « âges féodaux ». Le

premier jusque vers le milieu du xi<sup>e</sup> siècle correspond à l'organisation d'un espace rural à peu près stable où les échanges sont faibles et irréguliers, la monnaie rare, le salariat presque inexistant. Le second est le produit des grands défrichements, du renouveau du commerce, de la diffusion de l'économie monétaire, de la supériorité croissante du commerçant sur le producteur.

Georges Duby a retrouvé dans le Mâconnais cette périodisation, mais il situe un siècle plus tard, vers 1160, la charnière entre les deux périodes, « le moment où le temps des fiefs, des censives et des principautés féodales succède à celui des châtellenies indépendantes ».

C'est par référence à l'évolution économique que les historiens ont décrit l'évolution et les phases de la féodalité médiévale. Georges Duby, pour qui « à partir du milieu du xi<sup>e</sup> siècle, le mouvement social et le mouvement économique sont de direction opposée : l'un, qui se ralentit, va vers le resserrement dans des classes, des groupes fermés ; l'autre, qui s'accélère, prépare une libération, un assouplissement de tous les cadres », est au fond de l'avis de Marc Bloch. Je ne suis pas sûr que les deux mouvements n'aillent pas plus longtemps dans le même sens. La seigneurie féodale organise la production et, bon gré, mal gré, la transmet à ce groupe de citadins, de marchands, de bourgeois qui en dépend pendant longtemps. Certes, à la longue, l'essor de la bourgeoisie urbaine mine la féodalité, mais elle est loin, à la fin du xiii<sup>e</sup> siècle, de la dominer, pas même sur le plan économique. Il faudra attendre des siècles pour que la distance croissante entre la puissance économique et la faiblesse sociale et politique des couches supérieures urbaines produise les révolutions bourgeoises des xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles.

L'évolution économique aide une large partie de la classe paysanne à améliorer son sort : sur les terres nouvellement défrichées, les « hôtes » paysans obtiennent des franchises, des libertés surtout sensibles sous l'aspect urbain ou semi-urbain des « villeneuves », « villefranches », « bastides », pour ne parler que de la terminologie française. Sur l'ensemble des terres occidentales se généralise au xiii<sup>e</sup> siècle un mouvement d'affranchissement qui améliore la condition juridique des paysans, sinon leur situation matérielle. La limitation des exactions seigneuriales avec le remplacement des corvées ou des services en travail par une redevance le plus souvent fixe, le « cens », la détermination

par les chartes — l'écrit qui fait reculer le geste aide, au moins au début, la libération sociale — d'un montant fixe des principales redevances — « taille abonnée » — sont le signe et l'instrument d'une certaine promotion des couches paysannes, surtout de la plus fortunée, celle des « laboureurs » propriétaires de leur attelage et de leur outillage face à la masse des « manouvriers » ou « brassiers ».

Mais cette évolution, surtout à partir du xiii<sup>e</sup> siècle, ne favorise pas la petite et moyenne chevalerie qui s'endette plus vite qu'elle ne s'enrichit et doit vendre une partie de ses terres. En Mâconnais, le dernier prêt consenti par des chevaliers date de 1206 et, à partir de 1230, les petits chevaliers alleutiers se font payer leur hommage et transforment leurs alleux en fiefs et, à l'exception en général de la réserve, vendent parcelle après parcelle leur héritage. Les bénéficiaires ce sont les seigneurs les plus puissants qui, s'ils ne sont pas riches en numéraire, peuvent facilement emprunter ; les églises, surtout les églises urbaines qui, par les aumônes, drainent les premières une partie de la monnaie ; et finalement des non-nobles enrichis, quelques paysans et surtout des bourgeois. La crise qui commence à affecter les revenus des seigneurs, la « rente féodale », débouchera au xiv<sup>e</sup> siècle sur une crise générale qui sera bien, dans son essence, une crise de la féodalité.

•

A ce niveau de l'évolution historique, qu'on appelle politique, les phénomènes apparaissent souvent complexes, perdus dans le détail des hommes, des événements, et des textes des historiens volontiers séduits par ces apparences et ces apparitions superficielles. L'histoire politique de l'Occident médiéval est spécialement compliquée parce qu'elle reflète l'extrême morcellement dû à la fragmentation de l'économie et de la société, et à l'accaparement des pouvoirs publics par les chefs de ces groupes plus ou moins isolés, une des caractéristiques, comme on a vu, de la féodalité. Mais la réalité médiévale de l'Occident n'est pas seulement cette atomisation de la société et de son gouvernement, elle est enchevêtrement horizontal et vertical des pouvoirs. Entre les multiples seigneurs, l'Église et les églises, les villes, les princes et les rois, les hommes du Moyen Âge ne savent pas toujours de qui, politiquement, ils dépendent. Au niveau même de l'administration et de la justice, les

conflits de juridiction qui emplissent l'histoire médiévale expriment cette complexité.

Puisque nous savons la fin de l'histoire, nous pouvons prendre pour fil conducteur en ce domaine l'évolution des États.

Au lendemain de l'an mille, deux personnages semblent guider la Chrétienté : le pape et l'empereur. Leur conflit va, tout au long de la période, occuper le devant de la scène. Théâtre d'illusions, derrière lequel se passeront les choses sérieuses.

Après la mort de Sylvestre II (1003), la papauté pourtant ne fait pas brillante figure. Elle tombe sous la coupe des seigneurs du Latium, puis après 1046 sous celle des empereurs allemands. Mais elle se dégage bientôt. Mieux même, elle dégage avec elle de l'emprise des seigneurs laïcs toute l'Église. C'est, du nom de Grégoire VII (1073-1085), la réforme grégorienne, qui n'est que l'aspect le plus extérieur du grand mouvement qui entraîne alors l'Église vers un retour aux sources. Il s'agit de restaurer, face à la classe des guerriers, l'autonomie et la puissance de la classe des prêtres. Celle-ci doit se rénover et se délimiter elle-même : d'où la lutte contre la simonie et la lente instauration du célibat du clergé. D'où la tentative pour fonder l'indépendance de la papauté en réservant l'élection du pontife aux cardinaux (décret de Nicolas II de 1059). D'où surtout les efforts pour soustraire le clergé à la discrétion de l'aristocratie laïque, pour ôter à l'empereur et, par-delà, aux seigneurs, la nomination et l'investiture des évêques, et pour soumettre du même coup le pouvoir temporel au pouvoir spirituel en abaissant le glaive temporel devant le glaive spirituel ou même en remettant les deux glaives au pape.

Grégoire VII semble avoir réussi lors de l'humiliation de l'empereur Henri IV à Canossa (1077). Mais le pénitent impérial prend bientôt sa revanche. Urbain II, plus prudent, poursuit l'œuvre en profondeur et recourt au détour de la croisade pour grouper la Chrétienté sous son autorité. Un compromis intervient à Worms en 1122 : l'empereur abandonne au pape l'investiture « par la crosse et l'anneau », promet de respecter la liberté des élections et des consécutions, mais conserve l'investiture « par le sceptre » du temporel des évêchés.

La lutte, sous une forme ou sous une autre, se ranime avec Frédéric I<sup>er</sup> Barberousse (1152-1190), atteint son paroxysme avec Frédéric II dans la première moitié du

xiii<sup>e</sup> siècle. Finalement la papauté semble définitivement victorieuse. Frédéric II meurt en 1250, laissant l'Empire en proie à l'anarchie du Grand Interrègne (1250-1273). Mais en s'acharnant contre une idole aux pieds d'argile, une puissance anachronique, l'empereur, le pape a négligé — et parfois même favorisé — la montée d'un pouvoir nouveau, celui des rois.

Le conflit entre le plus puissant d'entre eux, le roi de France Philippe le Bel, et le pape Boniface VIII s'achève par l'humiliation du pontife, giflé à Anagni (1303) et l'exil, la « captivité » de la papauté à Avignon (1305-1376). L'affrontement, dans la première moitié du xiv<sup>e</sup> siècle, entre le pape Jean XXII et l'empereur Louis de Bavière ne sera qu'une survivance qui permettra aux partisans de Louis et surtout à Marsile de Padoue dans son *Defensor pacis* (1324) de définir une nouvelle Chrétienté où pouvoir temporel et pouvoir spirituel sont nettement séparés. La laïcisation atteint avec lui l'idéologie politique. Le dernier grand partisan de la confusion des pouvoirs, le dernier grand homme du Moyen Age, qu'il a résumé dans son œuvre géniale, Dante, est mort, le regard tourné vers le passé, en 1321.

Parmi les monarchies et les États héritiers du pouvoir politique qui se bâtissent entre le xi<sup>e</sup> et le xiv<sup>e</sup> siècle, même les plus forts ne sont ni assurés dynastiquement, ni définis territorialement. Pour ne prendre qu'un exemple, tout l'ouest de la France actuelle est — et demeurera jusqu'au xv<sup>e</sup> siècle — en balance entre la France et l'Angleterre. Mais l'avenir se dessine dans la formation d'ensembles territoriaux qui, à travers des avancées et des reculs, des métamorphoses, vont vers un rassemblement des petites cellules médiévales. Les souverains ont été les rhapsodes de la Chrétienté médiévale.

Trois réussites occupent le premier plan.

L'Angleterre, après la conquête normande (1066), offre la première sous Henri I<sup>er</sup> (1110-1135) et surtout sous le Plantagenêt Henri II (1154-1189) l'image d'une monarchie centralisée. Dès 1085, le Livre du Jugement dernier, le *Domesday Book*, recense les possessions et les droits royaux et fournit une base incomparable à l'autorité royale. De solides institutions financières (la Cour de l'Échiquier), des

fonctionnaires étroitement dépendants du trône (les *sheriffs*) complètent cette œuvre. Une grave crise éclate au début du XIII<sup>e</sup> siècle et se poursuit pendant des décennies. Jean sans Terre doit accepter de voir le pouvoir royal limité par la *Grande Charte* (1215), et après la révolte de la petite noblesse conduite par Simon de Montfort, les *Provisions d'Oxford* surveillent encore davantage la monarchie. Mais Édouard I<sup>er</sup> (1272-1307) et même Édouard II (1307-1327) savent restaurer le pouvoir royal en acceptant un contrôle parlementaire qui fait collaborer nobles, ecclésiastiques, et bourgeois des villes au gouvernement. Des guerres, heureuses contre les Gallois, malheureuses contre les Écossais, ont appris un armement et des tactiques nouvelles aux Anglais et fait participer une partie du peuple à l'action militaire comme au gouvernement local et central. Au début du XIV<sup>e</sup> siècle l'Angleterre est le plus moderne, le plus stable des États chrétiens. Cela permettra à ce petit État de quatre millions d'habitants environ de remporter au début de la guerre de Cent Ans d'éclatants succès sur le colosse français avec ses quatorze millions d'habitants.

La France du début du XIV<sup>e</sup> siècle ne manque pourtant pas d'allure. Ses progrès, sous la monarchie capétienne, ont été plus lents, plus sûrs peut-être. Entre l'élection d'Hugues Capet (987) et l'avènement de Louis VII (1137) les faibles monarques capétiens voient leurs forces absorbées par les luttes obscures et toujours renaissantes contre les petits seigneurs pillards retranchés dans leurs donjons de l'Île-de-France. Ils font piètre figure en face de leurs grands vassaux dont le plus puissant, le duc de Normandie, ajoute à son duché le royaume anglais en 1066, puis les vastes domaines des Plantagenêts au milieu du XII<sup>e</sup> siècle. Pourtant, dès 1124, la France a montré sa cohésion derrière son roi face à la menace de l'empereur allemand qui a dû reculer. C'est sur l'agrandissement du domaine royal purgé de ses trublions féodaux que les Capétiens fondent leur puissance croissante. Les progrès, nets sous Louis VII (1137-1180), sont foudroyants sous Philippe Auguste (1180-1223), s'étendent et se consolident sous Louis VIII (1223-1226), Louis IX (Saint Louis) (1226-1270), Philippe le Hardi (1270-1285), Philippe IV le Bel (1285-1314). La base financière de la puissance royale française demeure faible, le roi continue à tirer l'essentiel de ses ressources de son domaine, à « vivre du sien », mais il a en main l'administration depuis l'institution, sous Philippe Auguste, des « baillis » ou

« sénéchaux » et des « prévôts », depuis l'élargissement et la spécialisation du Conseil en Cour du roi, dans le domaine des finances et surtout de la justice, avec le Parlement organisé par Philippe le Bel en 1303 et qui attire à lui un nombre croissant de causes à la mesure du succès continu de l'« appel » au roi. Comme en Angleterre, les États généraux composés des prélats, des barons et des bourgeois riches des bonnes villes, réunis par Philippe le Bel, représentent plus une aide qu'une limitation de pouvoir pour le roi et ses conseillers, formés dans les universités et imbus de droit romain mis au service du souverain « empereur en son royaume », les « légistes ».

Une réaction féodale a lieu en 1315 après la mort de Philippe le Bel, mais en 1328, le changement de dynastie, le remplacement des Capétiens par les Valois, s'opère sans difficulté. Tout au plus la nouvelle dynastie semble-t-elle plus ouverte aux influences féodales encore très fortes à la cour de Paris.

La troisième réussite de la monarchie centralisatrice, c'est la papauté qui la réalise. Ce succès doit peu au pouvoir temporel du pape, à la base territoriale qui lui offre le pauvre Patrimoine de saint Pierre. C'est en assurant son pouvoir sur les évêques, et surtout en drainant — non sans soulever, en Angleterre et en France par exemple, de vigoureuses protestations — les ressources financières de l'Église, en prenant la tête de la codification du droit canon, que la papauté, au XIII<sup>e</sup> siècle et surtout au XIV<sup>e</sup> siècle, se transforme en monarchie supranationale efficace. Non seulement elle résistera à l'exil d'Avignon, mais elle y affirmera son pouvoir sur l'Église.

Les succès de l'unification monarchique sont moindres dans la péninsule Ibérique où, malgré des unions passagères, les royaumes restent séparés. Le Portugal (royaume depuis 1140), la Navarre, la Castille qui absorbe le Léon après 1230, l'Aragon — sans compter, sous l'union politique après 1137, la persistance du dualisme Aragon-Catalogne — semblent des formations durables. Mais chaque royaume réalise dans ses frontières, changeantes selon les progrès de la Reconquista et les combinaisons dynastiques, de remarquables progrès dans la centralisation. En Castille le règne d'Alphonse X le Sage (1252-1284) est l'époque de la rédaction du grand code des *Siete Partidas* et, grâce à la faveur royale, de l'essor de l'université de Salamanque. L'Aragon qui, sous l'impulsion des Catalans, se passionne pour son

horizon méditerranéen, est une grande puissance sous Jacques le Conquérant (1213-1276) et, après le partage du royaume (1262), le royaume de Majorque, avec sa capitale Perpignan et ses villes de Majorque et de Montpellier où les rois résident volontiers, est florissant. Surtout les conditions spéciales de la Reconquista et du repeuplement de la péninsule Ibérique ont permis au peuple, dans les assemblées locales très vivaces, dans les *Cortes* qui fonctionnent dès le milieu du XIII<sup>e</sup> siècle dans tous les royaumes, de participer largement au gouvernement.

L'échec de la centralisation monarchique est plus manifeste en Italie et en Allemagne. En Italie, le pouvoir temporel des papes dans le centre de la péninsule, l'autorité impériale dans le Nord empêchent la coagulation territoriale de s'opérer. Le jeu des factions, des partis, d'une ville à l'autre, à l'intérieur de chaque ville, s'ordonne plus ou moins autour de la lutte aux mille épisodes entre Guelfes et Gibelins. Au sud, le royaume de Naples ou des Deux-Siciles, malgré les efforts des rois normands, allemands (Frédéric II fonde à Naples la première université d'État en 1224 et tient la féodalité en bride par les constitutions de Melfi en 1231) et angevins, voit trop de dominations étrangères se succéder pour parvenir à une administration solide.

En Allemagne, le mirage italien éloigne les empereurs des réalités germaniques. Frédéric Barberousse semble, surtout quand il vient à bout en 1181 du plus puissant seigneur allemand, Henri le Lion, duc de Saxe et de Bavière, avoir imposé aux féodaux l'autorité royale. Mais les querelles dynastiques, les guerres entre les prétendants à la couronne, l'intérêt croissant pour une Italie pourtant sans cesse plus rebelle, conduisent, avec le Grand Interrègne (1250-1273), à l'échec de la centralisation monarchique. Les forces politiques vives de l'Allemagne à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle ce sont — aux frontières de la colonisation au nord et à l'est — les villes de la Hanse et les maisons princières anciennes ou nouvelles. En 1273, un petit prince alsacien, Rodolphe de Habsbourg, ceint la couronne impériale et profite surtout de son passage sur le trône pour fonder au sud-est, en Autriche, en Styrie, en Carinthie, la fortune future de sa dynastie. A l'est et au nord, les querelles dynastiques, le morcellement féodal, l'imprécision des frontières jouent contre l'autorité du pouvoir central miné au surplus par la colonisation germanique.

Au Danemark, après des hauts et des bas, la royauté semble l'emporter sur les féodaux au début du XIV<sup>e</sup> siècle, mais le roi est si pauvre qu'en 1319 il doit mettre son pays en gage auprès de son créancier, le comte de Holstein. En Suède, la royauté est devenue élective au XIII<sup>e</sup> siècle, mais la famille des Folkungar réussit un temps à s'imposer sous Magnus Laduslas (1274-1290) puis surtout sous Magnus Eriksen (1319-1332). La Norvège semble la plus favorisée. Haakon V le Vieux (1217-1263) brise l'aristocratie laïque et ecclésiastique et rend la monarchie héréditaire.

En Pologne, il n'y a plus de roi après Boleslas le Hardi, couronné à Gniezno le jour de Noël 1076. La dynastie des Piasts continue pourtant, avec des ducs dont plusieurs n'ont pas oublié le souci unificateur, tels Boleslaw Bouche-Torse (1102-1138) et Mescio le Vieux après 1173. Mais les révoltes des féodaux laïcs et ecclésiastiques, ici aussi, directement ou indirectement aidés non seulement par les Allemands mais également par les Tchèques et les Hongrois, transforment la Pologne en un groupe de duchés indépendants dont le nombre augmente au cours du XIII<sup>e</sup> siècle. En 1295, Przemysl de Grande Pologne restaure à son profit la royauté polonaise, mais deux rois de Bohême prennent après lui le titre de roi de Pologne et il faut attendre le sacre, à Cracovie cette fois, d'un petit seigneur de Cujavie, Vladislav le Bref, en 1320, pour que s'affirme la *Corona regni Poloniae*. Son fils sera Casimir le Grand (1333-1370). Mais entre-temps Conrad de Mazovie a appelé les Chevaliers teutoniques contre les Prussiens, et les Teutoniques, appuyés sur les nouveaux évêchés de Thorn (Torun), Kulm (Chelmno) et Marienwerder, fondent un État allemand et, après la conquête de la Prusse, envahissent en 1309 la Poméranie de Gdansk et font de leur château de Marienburg (Malbork) une véritable capitale.

Le cas de la Bohême est plus complexe. A la fin du XII<sup>e</sup> siècle, Otakar I<sup>er</sup> (1192-1230) se fait couronner roi en 1198 et fonde l'hérédité dans la dynastie des Przemyslides. Mais les rois de Bohême agissent aussi en princes d'Empire et jouent en Allemagne un jeu dangereux. Otakar II (1253-1278) que l'on surnomme, pour le faste de sa cour, le « roi d'or », ne se contente pas d'être électeur à l'Empire, il brigue pour lui-même la couronne impériale. A la Bohême et à la Moravie il ajoute par la conquête l'Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole. Mais il se heurte à Rodolphe de Habsbourg qui, élu à sa place, l'écrase à la bataille de

Dürnkrot en 1278. Le rêve de la Grande Bohême est terminé, mais non le rêve allemand que réalise au XIV<sup>e</sup> siècle un roi d'une nouvelle dynastie étrangère, Charles de Luxembourg, l'empereur Charles IV. Cependant, la réalité c'est la colonisation croissante de la Bohême par les immigrants germaniques.

En Hongrie, de nombreuses querelles de succession avaient affaibli aux XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles les Arpads, descendants de saint Étienne, qui avaient pourtant su, entre les Allemands et surtout les Byzantins un moment tentés par l'annexion de la Hongrie, agrandir leur royaume en Transylvanie, en Slovénie et en Croatie. Béla III (1173-1196), marié à une sœur de Philippe Auguste, semble asseoir solidement la monarchie, mais la classe montante des féodaux impose à son fils André II, en 1222, une Bulle d'Or que l'on a improprement appelée la Grande Charte de la Hongrie. Car plutôt que d'asseoir les libertés nationales elle assura la suprématie des nobles qui conduisit rapidement le pays à l'anarchie. La mort du dernier des Arpads en 1301 ouvrit au surplus une crise qui devait amener en Hongrie des souverains étrangers.

Le 1<sup>er</sup> août 1291, les hommes de la vallée d'Uri, la libre communauté de la vallée de Schwyz et l'association des hommes de la basse vallée de Nidwalden jurèrent, contre la menace habsbourgeoise, une ligue perpétuelle comme il en existait de nombreuses entre communautés urbaines ou montagnardes. Il était difficile de prévoir que celle-ci était le noyau d'une organisation politique originale : la Confédération helvétique. Le 15 novembre 1315 la ligue remportait sur Léopold de Habsbourg une éclatante victoire à Morgarten. La fortune militaire des Suisses s'annonçait en même temps que leur avenir politique.

Au moment où la Chrétienté occidentale atteint son apogée, mais s'appête à affronter une crise et à se transformer profondément, on peut se demander à quelles formes et à quelles forces il appartiendra de prendre la relève de la féodalité qui, forte encore économiquement et socialement, décline politiquement. On pourrait songer aux villes dont la prospérité ne cesse de croître, dont le rayonnement culturel est incomparable, et qui, à côté des succès économiques,

artistiques, intellectuels, politiques, connaissent même des triomphes militaires. Dès 1176, les plus précoces d'entre elles, les cités d'Italie du Nord, avaient infligé à Frédéric Barberousse à Legnano un désastre qui stupéfia le monde féodal. Et en 1302 à Courtrai, la piétaille des villes flamandes taille en pièces la fleur de la chevalerie française qui lui abandonne les cinq cents éperons d'or qui baptiseront la bataille. C'est à Gênes, à Florence, à Milan, à Sienne, à Venise, à Barcelone, à Bruges, à Gand, à Ypres, à Brême, à Hambourg, à Lübeck que semble appartenir l'avenir. Et pourtant l'Europe moderne ne se fera pas autour des villes mais des États. La base économique des villes ne sera suffisante ni pour asseoir une puissance politique de premier ordre, ni même pour fonder une force économique d'envergure. A mesure que le grand commerce cesse de porter surtout sur des marchandises de luxe mais aussi sur des matières pondéreuses (céréales au premier chef), le centre urbain n'a plus les dimensions requises. Déjà, à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, les villes ne s'imposent que dans le cadre de confédérations urbaines : c'est la solution hanséatique, ou en rassemblant autour d'elles une banlieue rurale, un territoire toujours plus étendu : c'est la solution flamande (Bruges et Gand tirent autant de force de leur « franc » que du commerce lointain), et surtout italienne : les villes de Ligurie, de Lombardie, de Toscane, de Vénétie, d'Ombrie s'étoffent d'un *contado* essentiel. La plus urbanisée peut-être de toutes, Sienne où la banque a déjà ses plus glorieux moments derrière elle — au XIII<sup>e</sup> siècle — exprime bien dans l'art ce besoin qu'a la ville de la campagne. Les fresques du Palais municipal où Ambrogio Lorenzetti, entre 1337 et 1339, représente à la gloire des citadins *le Bon et le Mauvais Gouvernement*, ne séparent pas la ville, pourtant close de murs, hérissée de tours et de monuments, de sa campagne, de son indispensable *contado*. Venise ne continuera que par sa *Terra ferma*. Il est peut-être malaisé de le déceler vers 1300. Mais le temps des îlots, des points, des petites cellules est en train de passer en même temps que la féodalité classique. Un autre type d'organisation de l'espace commence à s'imposer : celui des États territoriaux. Les gens perspicaces de l'époque perçoivent cette réalité sous sa forme démographique. Pierre Dubois estime que le roi de France est le plus puissant souverain de la Chrétienté parce qu'il a le plus grand nombre de sujets, et Marsile de Padoue fait de la population une des forces principales des États

modernes. Mais ce nombre ne peut exister que sur une grande surface, et le progrès commence à réclamer l'unification d'étendues non médiocres.

## CHAPITRE IV

LA CRISE DE  
LA CHRÉTIENTÉ(XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> SIÈCLES)

Si la plupart des États chrétiens, au début du XIV<sup>e</sup> siècle, flottent encore dans des frontières mouvantes, la Chrétienté dans son ensemble est stabilisée. C'est, comme l'a dit A. Lewis, la « fin de la frontière ». L'expansion médiévale est terminée. Quand elle reprendra à la fin du XV<sup>e</sup> siècle, ce sera un autre phénomène. Inversement, le temps des grandes invasions semble fini. Les incursions mongoles de 1241-1243 ont laissé en Pologne et en Hongrie des traces terribles, surtout dans ce dernier pays où l'invasion des Cumans poussés par les Mongols a accru l'anarchie, donné aux Hongrois un roi, Ladislaus IV (1272-1290), à demi cuman et à demi païen, contre qui le pape Nicolas IV prêcha une croisade. Mais elles ne sont que des raids après lesquels les plaies se cicatrisent vite. La Petite-Pologne, la Silésie, après le passage des Tartares, connaissent une nouvelle vague de défrichements et d'essor agricole et urbain. Mais la Chrétienté, au tournant du XIII<sup>e</sup> au XIV<sup>e</sup> siècle, non seulement s'arrête, mais se rétrécit. Il n'y a plus de défrichements, de conquête du sol, et même les terres marginales, mises en culture sous la pression de la démographie et dans l'engouement de l'expansion, sont abandonnées parce que leurs rendements sont vraiment trop faibles. Le déboisement s'annonce en maint endroit. Les désertions de champs et même de villages — les *Wüstungen* étudiées par Wilhelm Abel et ses disciples — commencent. La construction des grandes cathédrales inachevées est interrompue. La courbe démographique fléchit et commence à baisser. La hausse des prix s'arrête et amorce une dépression.

A côté de ces grands phénomènes d'ensemble, des événements, dont certains ont frappé les contemporains et dont d'autres n'ont revêtu leur signification qu'aux yeux des historiens modernes, annoncent que la Chrétienté entre en crise.

Une série de grèves, d'émeutes urbaines, de révoltes, surtout en Flandre, éclatent dans le dernier tiers du XIII<sup>e</sup> siècle (à Bruges, Douai, Tournai, Provins, Rouen, Caen, Orléans, Béziers en 1280, à Toulouse en 1288, à Reims en 1292, à Paris en 1306) et aboutissent, en 1302, dans les régions de l'actuelle Belgique, à un soulèvement presque général selon le chroniqueur liégeois Hocsem : « En cette année, le parti populaire se souleva presque partout contre les grands. En Brabant, ce soulèvement fut étouffé, mais en Flandre et à Liège, le populaire l'emporta durant longtemps. »

En 1284, les voûtes de la cathédrale de Beauvais, dressées jusqu'à quarante-huit mètres, s'écroulent. Le rêve gothique ne s'élèvera pas plus haut. Les chantiers de cathédrales s'arrêtent : Narbonne en 1286, Cologne en 1322, Sienne atteindra la limite de ses possibilités en 1366.

La dévaluation de la monnaie — les mutations monétaires — commence. La France de Philippe le Bel (1285-1314) en connaît plusieurs, les premières du Moyen Age. Les banques italiennes, spécialement les florentines, subissent en 1343 des faillites catastrophiques.

Sans doute ces symptômes de crise se manifestent dans les secteurs les plus fragiles de l'économie : dans les villes où l'économie textile avait pris un essor qui la mettait à la merci d'un fléchissement de la clientèle riche pour qui elle produisait et exportait ; dans le bâtiment où les énormes moyens à mettre en œuvre coûtaient de plus en plus cher à mesure que la main-d'œuvre, les matières premières, les capitaux trouvaient à s'employer dans d'autres secteurs plus lucratifs ; dans le domaine de l'économie monétaire où les maladresses dans le maniement du bimétallisme consécutif à la reprise de la frappe de l'or, les imprudences des banquiers sollicités par les princes de plus en plus avides de subsides, de plus en plus endettés, accroissaient les difficultés inhérentes à une forme d'économie avec laquelle même les spécialistes étaient peu familiarisés.

La crise se dévoile dans son ampleur quand elle atteint le niveau essentiel de l'économie rurale. En 1315-1317 une série d'intempéries amène de mauvaises récoltes, la hausse des prix, le retour de la famine générale à peu près disparue d'Occident, d'Extrême-Occident tout au moins, au XIII<sup>e</sup> siècle. A Bruges, deux mille personnes sur trente-cinq mille meurent de faim.

A partir de 1348, la Grande Peste fait brutalement tomber la courbe démographique fléchissante et transforme la crise en catastrophe.

Mais la crise est antérieure au fléau qui n'a fait que l'exagérer et ses causes sont à chercher dans le fonds même des structures économiques et sociales de la Chrétienté.

La diminution de la rente féodale, les bouleversements dus à la part grandissante de la monnaie dans les redevances paysannes mettent en cause les fondements de la puissance des féodaux.

Pour fondamentale qu'elle soit, la crise n'entraîne pas une dépression de toute l'économie occidentale et ne touche pas également ni toutes les catégories ni tous les individus.

Tel secteur géographique ou économique est touché tandis qu'à côté un nouvel essor se dessine, remplace et compense les pertes voisines. La draperie de luxe traditionnelle, la « vieille draperie », est durement affectée par la crise et les centres où elle dominait déclinent, mais, à côté, de nouveaux centres montent qui se consacrent à la fabrication d'étoffes moins précieuses destinées à une clientèle moins riche et moins exigeante : c'est le triomphe de la « nouvelle draperie », de la sayetterie, des futaines à base de coton. Une famille fait faillite mais une autre, à côté, prend la relève.

Après un moment de désarroi, la classe féodale s'adapte, remplace largement la culture par l'élevage plus rémunérateur et, à partir de là, transforme le paysage rural en multipliant les enclosures. Elle modifie les contrats d'exploitation paysanne, la nature des redevances et de leur paiement, s'initie au maniement des monnaies réelles et des monnaies de compte dont l'usage habile lui permet de faire face aux mutations monétaires. Mais, bien sûr, seuls les plus puissants, les plus habiles ou les plus heureux profitent là où les autres sont frappés.

Sans doute aussi la chute démographique aggravée par la peste raréfie la main-d'œuvre et la clientèle, mais les salaires montent et les survivants sont en général plus riches.

Sans doute enfin la féodalité attaquée par la crise recourt à la solution de facilité des classes dominantes menacées : la guerre. L'exemple le plus remarquable en est la guerre de Cent Ans, confusément recherchée par les noblesses anglaise et française comme une solution à leurs difficultés. Mais, comme toujours, la guerre accélère le processus et accouche l'économie et la société nouvelles par-delà les morts et les ruines — qu'il ne faut d'ailleurs en l'occurrence pas exagérer.

La crise du *xiv<sup>e</sup>* siècle se solde donc rapidement par un remaniement de la carte économique et sociale de la Chrétienté.

Elle favorise et accentue l'évolution antérieure vers la centralisation étatique. Elle prépare la monarchie française de Charles VII et Louis XI, la royauté anglaise des Tudor, l'unité espagnole sous les Rois Catholiques, l'avènement un peu partout, et notamment en Italie, du « prince ». Elle suscite de nouvelles clientèles, bourgeoises principalement, pour des produits et un art qui tendent peut-être vers la fabrication en série — ce que l'imprimerie permettra dans le domaine intellectuel —, mais qui correspondent, à un niveau de qualité encore très honorable en moyenne, à une hausse du niveau de vie de couches nouvelles, à un élargissement du bien-être et du goût, au progrès des préoccupations scientifiques, à la découverte et à l'effort de domination de la terre entière.

Pourtant ce second volet de la féodalité occidentale qui va de la Renaissance à la révolution industrielle et qui, à partir de la fin du *xv<sup>e</sup>* siècle, méprisera l'époque qu'il baptise Moyen Age, continuera souvent, dans ses lumières et ses ombres, le Moyen Age proprement dit et ne connaîtra pas toujours ses réussites.

## LA CIVILISATION MÉDIÉVALE